

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

REVUE IVOIRIENNE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES



Volume VII - Numéro 14 Décembre 2017 ISSN : 2313-7908
N° DEPOT LEGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Doh Ludovic FIÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 03 01 08 85

(+225) 03 47 11 75

(+225) 01 83 41 83

E-mail : ***administration@perspectivesphilosophiques.net***

Site internet : [http:// perspectivesphilosophiques.net](http://perspectivesphilosophiques.net)

ISSN : 2313-7908

N° DEPOT LEGAL 13196 du 16 Septembre 2016

#

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Doh Ludovic FIÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr. Assouma BAMBA**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉANAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA.
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Alassane OUATTARA
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANO, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'dri Marcel KOUASSI, Professeur des universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Yahot CHRISTOPHE, Professeur des Universités, Métaphysique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Yahot CHRISTOPHE, Professeur des Universités, Métaphysique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Dr. Abou SANGARÉ, Maître de Conférences
Dr. Donisongui SORO, Maître de Conférences
Dr Alexis KOFFI KOFFI, Maître-Assistant
Dr. Kouma YOUSOUF, Maître de Conférences
Dr. Lucien BIAGNÉ, Maître de Conférences
Dr. Nicolas Kolotioloma YEO, Maître-Assistant
Dr. Steven BROU, Maître de Conférences
Secrétaire de rédaction : **Dr. Blé Sylvère KOUAHO**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr. Grégoire TRAORÉ**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Prof. Antoine KOUAKOU**, Professeur des Universités

SOMMAIRE

AXE 1 : PRINCIPES DU VIVRE-ENSEMBLE

- 1. Art et rapprochement des peuples,**
Jean-Claude Y. GBEGUELE..... 2
- 2. Le vivre-ensemble à l'épreuve de l'avoir et de l'être dans la pensée de Ebénézer Njoh-Mouelle,**
Amenan Edwige KOUAKOU.....14
- 3. Vertu kantienne et vivre-ensemble,**
GUI Désiré.....29
- 4. L'unité de la vie chez Claude Bernard : un modèle pour penser le vivre ensemble sociétal,**
AGBAVON Tiasvi Yao Raoul.....49
- 5. De la problématique du vivre-ensemble dans la pensée de Hannah Arendt,**
ASSEMIEN Assoumou Joël-Pacôme.....65
- 6. Le concept du visage levinassien comme fondement du vivre-ensemble,**
COULIBALY Adama..... 79

AXE 2 : MULTIPARTISME ET VIVRE-ENSEMBLE

- 7. Des enjeux de la diversité culturelle,**
KOUAMÉ Akissi Danielle..... 99
- 8. Du dévoilement des pièges de la différence : condition de possibilité du vivre-ensemble chez Paulin Hountondji,**
DIOMANDÉ Zolou Goman Jackie Élise..... 112
- 9. Le vivre-ensemble à l'épreuve du multipartisme en contexte africain : la nécessaire éthicisation du politique africain,**
COULIBALY Sounan..... 131

AXE 3 : REPLI IDENTITAIRE ET UNITÉ NATIONALE

- 10. L'interculturalité comme conceptualisation du vivre-ensemble,**
VASSY Sylveira Tiburce..... 150
- 11. Le Panafricanisme de Nkrumah et les Replis Identitaires,**
GNAGNE Akpa Akpro Franck Michaël..... 166

12. Idéologie et identité : vers une esthétique du bien-vivre-ensemble,
TUO Fagaba Moïse..... 187

AXE 4 : PAIX, GUERRE ET MONDIALISATION

13. Sport et dopage : quel rapport au vivre-ensemble ?,
ABOGNY Claude Aurélie..... 204

14. Humanisme techno-numérique et la refondation du vivre-ensemble en Afrique,
ABOUDOU Aïcha Stéphanie..... 220

15. Tics et vivre ensemble,
N'DJA Koffi Blaise..... 238

16. Le vivre-ensemble : perspectives du contrat social dans le philosophe lockéen,
KOUMA Kouassi Serge Arnaud.....250

AXE 5 : LA SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT

17. Le vivre-ensemble et la sauvegarde de l'environnement : l'archétype du développement durable,
COULIBALY Sionfoungon Kassoum..... 268

18. Les impacts socioéconomiques de la crise écologique sur la vie communautaire,
SORO Torna..... 285

19. Une écologie humaniste comme gage de la protection de la vie,
Casimir Konan BOUSSOU..... 301

20. L'environnement à l'épreuve de la mondialisation,
KOUA Guéi Simplicite..... 315

21. Protection de l'environnement en Afrique : vers une culture de l'écocitoyenneté,
SIALLOU Kouassi Hermann..... 333

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des

#

préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

Perspectives Philosophiques n°014, Quatrième trimestre 2017

Gilbert HOTTOIS, *Le signe et la technique*, Paris, Aubier, 1984.

Gordon Rattray TAYLOR, *La révolution biologique*, Paris, Marabout université, 1971.

Marcel N'dri KOUASSI, *Heidegger et la question du transfert des technologies en Afrique*, Abidjan, CRESTE Édition, 2013.

René DESCARTES, *Discours de la méthode suivi des méditations*, Paris, Collection Union Générale d'Édition 10.18, 1951.

Hans JONAS, « La science comme vécu personnel », in *Études phénoménologiques*, n°8, 1988.

André BEAUCHAMP, Gérer la terre?
https://www.biblisociety.ca/Summer2013AB/feature_3099.html, in *Actualités Bibliques*, Juillet-Décembre 2013, Volume 38 n°2, Consulté le 26-11-2015.

Diakité SAMBA, « De la crise du savoir en Afrique: du soupçon au développement », in *Les cahiers de IRDA*, n°001, Janvier 2014,
<http://www.institutirda.org/matieres/Prof.%20SAMBA%20DIAKIT%C3%89.pdf> . Consulté le 12-09-2016.

Marcel N'dri KOUASSI, « Protection de l'environnement dans la misère et la misère de l'environnement en Afrique », in *Revue baobab*, n°7, Deuxième semestre 2010.

Catherine LARRÈRE, Multiculturalisme et environnement, in
<http://www.raison-publique.fr/IMG/pdf/Larrere.Multic.pdf>, consulté le 08/07/2016.

Grégoire TRAORÉ, « Mythes et protection de l'environnement en Afrique »,
[http://www.institutirda.org/matieres/Dr.%20TRAORE%20Gr%C3%A9goire.p](http://www.institutirda.org/matieres/Dr.%20TRAORE%20Gr%C3%A9goire.pdf)
[df](http://www.institutirda.org/matieres/Dr.%20TRAORE%20Gr%C3%A9goire.pdf) , in *Les cahiers de IRDA*, N°001, 2014, consulté le 30-06-2014.

Grégoire TRAORÉ, « Démocratie et gestion de l'environnement à la lumière de l'éthique de la responsabilité de Hans Jonas », <http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/democratieetgestiondelenvironnement/> , in *Implication Philosophique*, publié le 20 Juin 2014, consulté le 5-10- 2015.

Mahamoudou KONATÉ, « Pour une épistémologie des transferts de technologie chez Sidiki Diakité »,
[http://www.institutirda.org/matieres/Dr%20KONAT%C3%89%20Mahamoudo](http://www.institutirda.org/matieres/Dr%20KONAT%C3%89%20Mahamoudou.pdf)
[u.pdf](http://www.institutirda.org/matieres/Dr%20KONAT%C3%89%20Mahamoudou.pdf) , in *Les cahiers de IRDA*, n°001, Janvier 2014. Consulté le 12-09-2016.

#

L'ENVIRONNEMENT À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION

KOUA Guéi Simplicie

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

simpkguei@yahoo.fr

Résumé :

Les dégradations de l'environnement s'accroissent avec les processus de mondialisation en cours. La réalité de notre monde mondialisé est faite de changement climatique et de désertification. Nous assistons au triomphe de l'économie capitaliste fondée sur la logique du profit, l'ouverture du monde aux échanges de capitaux et de marchandises. L'extension des lois du marché entraîne une marchandisation de l'environnement naturel puisqu'elle accentue l'exploitation mercantiliste de la terre et du vivant. Aujourd'hui, tous les biens et services environnementaux sont l'objet d'une évaluation économique et monétaire. Devenue une simple marchandise, la nature est surexploitée à tel point qu'elle tend à disparaître avec toutes les espèces vivantes qui la composent. Dans la mesure où ce type d'économie accentue la destruction de la nature, il nous faut renoncer à ce qui semble être son souffle vital, c'est-à-dire la logique du profit, pour tendre vers une économie de besoins susceptible de préserver les ressources naturelles.

Mots-clés : capitalisme, économie, économie de besoins, marchandise, mondialisation, nature, profit.

Abstract :

The process of globalization arouses the increase of environment degradation. The reality of our globalized world is made of climatic change and of desertification. We are assisting to the triumph of the capitalist economy based of the principle of profit, the accessibility of the world to capital exchanges and to goods. The extension of the law of market brought about the marketing of the natural environment, for it enhances the mercantilist exploitation of the land and of all the livings. Today, all the goods and environmental services are subjected to an economic and monetary evaluation.

#

As merchandise, the nature is over-exploited to such a point that it's on the way to disappear with all the living species which make it up. Insofar as this kind of economy enhances the destruction of the nature, we have to renounce what seems to be its vital breath, that is to say, the logic of profit in order to tend toward an economy of needs likely to preserve the natural resources.

Key words : capitalism, economy, economy of needs, globalization, merchandise, nature, profit.

Introduction

La mondialisation en cours porte des atteintes épouvantables à l'environnement naturel. Le monde globalisé soumet la terre à une logique qui n'est pas la sienne. De plus en plus les déserts progressent, les sécheresses s'intensifient, les changements climatiques s'amplifient, les pollutions se multiplient, la biodiversité se raréfie. La société entièrement globalisée entraîne des émissions et des extractions de tout genre, soumettant ainsi l'humanité à de nouvelles angoisses aussi qu'à de nouvelles misères. Or, août 1991 avait suscité un immense espoir chez tous les habitants de la planète. Cette date qui marque la fin de la bipolarisation du monde devrait donner un souffle nouveau à l'humanité. À cette époque, l'humanité se croyait entrée dans une nouvelle ère de paix et de liberté. Comme le témoigne Jean Ziegler, « des millions d'hommes et de femmes à travers la planète crurent sincèrement que la liberté triomphait, que l'aube d'un monde civilisé, démocratique, ordonné selon le droit et la raison, s'annonçait » (Jean ZIEGLER, 2002, p. 39). La fin de la guerre froide devrait favoriser un projet collectif de l'humanité, c'est-à-dire un monde dans lequel les hommes, les femmes et les enfants se sentiraient bienveillants sur une terre épanouissante.

Mais, contre toute attente, l'unification du monde a abouti à la marchandisation de la terre et du vivant. Plutôt que de s'engager dans des conditions vraiment respectueuses de la nature, la société entièrement globalisée sombre dans une nouvelle forme de gaspillage, de surexploitation et de destruction des ressources environnementales. Consacrant le triomphe de

#

l'économie capitaliste, elle-même renfermée dans la logique marchande, la mondialisation a transformé la planète tout entière en un vaste marché où tout, ou presque tout, devient valeur vénale. Devenue simple marchandise évaluable à un prix économique et monétaire, la nature tend à disparaître avec toutes les espèces qui la composent.

C'est sur ce moment de régression que nous tentons de porter notre réflexion critique. L'une de nos tâches dans ce travail est de comprendre le phénomène de mondialisation. La mondialisation en tant que support du capitalisme conduirait-elle vers l'apocalypse ? La mondialisation serait-elle une supercherie en vue d'une surexploitation des ressources naturelles qui favorisent la survie de l'humanité ? Si tel est le cas, comment pourrait-on s'en sortir ?

Notre analyse se propose de montrer que la mondialisation n'est rien d'autre qu'un capitalisme mondialisé qui se soucie peu des préoccupations écologiques. C'est pourquoi il faut sortir de sa logique destructrice au profit d'une économie de besoins susceptible de préserver la planète. Pour défendre cette idée, nous avons divisé notre travail en trois parties. La première partie consiste à montrer que la mondialisation est une colonisation du monde par l'économie capitaliste. Pour mettre en évidence la légitimité de cette thèse, nous nous sommes appuyés sur le livre de Michel Beaud intitulé *Le basculement du monde* dans lequel, à travers les trois phases de la mondialisation, à savoir l'internationalisation, la multinationalisation et la globalisation, il montre que ces trois termes renvoient essentiellement à des réalités économiques.

La deuxième partie nous permet de montrer que la mondialisation a réduit la terre et le vivant à de simples valeurs vénales. Elle a transformé la planète tout entière en un vaste marché où tout a valeur de marchandise. Par ailleurs, elle crée de nouveaux besoins, de nouvelles dépendances qui entraînent la surexploitation des ressources naturelles. Pour pallier cette situation susceptible de conduire à une catastrophe humanitaire, nous proposons, dans la troisième partie, comme alternative, une économie de besoins capable de

#

préserver l'environnement naturel. Cette économie de besoins est à redécouvrir aujourd'hui, car elle correspond mieux à notre situation de crise écologique.

1. La mondialisation : une idéologie capitaliste

La mondialisation sous-entend l'idée d'uniformisation, voire d'unification du monde. Pour René Passet, il s'agit d'un phénomène très ancien, mais profondément renouvelé, par « l'apparition de l'ordinateur et de l'immatériel » (René PASSET, 2003, p. 27). En effet, la mondialisation en cours s'est traduite par les mutations technologiques dans les domaines du transport et de la communication. L'avènement des technologies de l'information et de la communication a ouvert d'immenses possibilités aux hommes et aux femmes, à travers le monde, d'entrer en contact sans se rencontrer. Désormais, le monde devient un "village planétaire" grâce au foisonnement des communications, des informations, des événements culturels, des opérations monétaires et financières, mais aussi grâce à la télédiffusion et au multimédia.

Pour Michel Beaud, la mondialisation n'est pas un phénomène neutre. « Derrière les mutations technologiques, comme les promesses et les mirages, il y a des motivations et des logiques sociales. Derrière les satellites, les nouveaux câblages planétaires (autoroutes de l'information), l'explosion du culturel, les gentils organisateurs d'internet, il y a d'énormes enjeux » (p. 111). Ces enjeux sont l'extension des relations commerciales et la quête du profit maximum, la recherche de nouveaux marchés et de nouvelles marchandises. En un mot, il s'agit de la domination du monde par l'idéologie capitaliste. Dès lors, c'est à partir d'une analyse des dynamiques capitalistes qu'il faut partir pour comprendre la mondialisation en cours. C'est à juste titre que Beaud soutient que la prise en compte du capitalisme « est indispensable pour comprendre évolution, problèmes et enjeux de la terre et des sociétés » (1999, p. 259).

Le capitalisme joue un rôle important dans les mutations en cours dans la société contemporaine. Notre société de production d'énormes savoirs, de l'information et des technologies est une société capitaliste mondialisée. Les

#

informations, les savoirs et les technologies, plutôt que de favoriser le dépérissement du capitalisme, font accroître ses dynamismes et élargissent son champ de production. Car le capitalisme mondialisé est éperdument consommateur de technologies. Comme le souligne Beaud, aujourd'hui, les grandes firmes capitalistes mobilisent la science et la technique pour la recherche du profit, l'innovation, l'accumulation des richesses et la création de nouvelles marchandises. L'économiste français qualifie le capitalisme mondialisé de « capitalisme technologique » pour mettre en exergue le privilège que les firmes accordent à la technoscience pour la production des marchandises. La technoscience n'est plus « la technoscience considérée comme force exerçant d'une manière autonome ses effets dans les transformations économiques et sociales et l'évolution de la civilisation (...) ; mais une technoscience de plus en plus systématiquement mobilisée par les grandes firmes » (p. 265).

Il n'est point aisé aujourd'hui de parler d'une autonomie de la technoscience. La science et la technique sont soumises à l'économie. Elles sont contrôlées par les très grandes firmes capitalistes capables de financer les recherches, les équipements et la formation des hommes. Ainsi, du matériel médical aux services informatiques en passant par le secteur des ordinateurs, de l'alimentation et celui du textile, un petit nombre de firmes capables de gros investissements contrôle les marchés. Ces firmes capitalistes ont la possibilité de mobiliser la technoscience, de la maîtriser et de l'orienter dans la conception et la production des biens et services qu'elles désirent, mais aussi de façonner nos vies et la structure de nos sociétés. « Ces firmes, écrit Beaud, ne pèsent pas seulement sur les productions et les marchés : elles orientent les recherches, conçoivent les produits, structurent les systèmes, suscitent les demandes, et finalement prédéterminent les modes de vie et les formes des sociétés à venir » (1999, p. 268).

Fondées sur la mobilisation des sciences et des techniques, avec la mainmise sur les institutions internationales et soutenues par les États

#

nantis, les grandes firmes transcontinentales se déploient partout dans le monde, s'implantent en tout lieu, s'approprient la terre et le vivant et monopolisent le capital financier. Produisant de nouvelles marchandises et suscitant de nouveaux besoins, elles créent de nouvelles nécessités, de nouveaux manques auxquels les individus et les sociétés se trouvent astreints. Elles soumettent la société et les individus à leur propre logique. Désormais, c'est à partir de la logique capitaliste qu'il faut tâcher de comprendre notre monde, son évolution et la place des individus dans la société. L'avenir de la planète, les aspirations des hommes, leurs besoins sont déterminés par les firmes transnationales capitalistes.

Comme nous le constatons, la mondialisation n'est rien d'autre que la colonisation du monde par l'idéologie capitaliste. Elle signifie l'invasion du monde par les firmes occidentales. Il s'agit, selon Jacques Luzi, de « l'intronisation d'un seul capitalisme transcendant les nations » (1996, p. 10), à savoir le capitalisme occidental. En effet, pendant des années, plusieurs capitalismes se sont partagé le monde. Le capitalisme italien, hollandais, français, britannique ou américain; le capitalisme européen, asiatique ou anglo-saxon ; ou encore le capitalisme agricole, manufacturier, commercial, industriel ou financier. Toute cette variante montre que le capitalisme renvoie à une réalité nationale, régionale ou sectorielle, c'est-à-dire concernant un secteur d'activité humaine. Mais aujourd'hui, toute cette réalité à la fois multiple et multiforme a laissé la place à l'action d'un petit nombre de firmes occidentales. Beaud décrit le processus :

L'essentiel de ce que l'on nomme mondialisation recouvre de multiples manifestations de l'expansion à l'échelle du monde des capitalismes nationaux les plus puissants – expansion qui s'opère à travers trois grands types de processus qui ont fait l'objet de nombreuses analyses : l'internationalisation (des échanges, du crédit, des paiements), la multinationalisation (d'entreprises, de banques, d'organismes financiers) et la globalisation (monétaire, financière, culturelle). (1999, p. 175).

La mondialisation renvoie, chez l'économiste français, à la propagation des grandes firmes occidentales de dimension globale. Il en donne les différentes phases. Pour lui, la mondialisation en cours a débuté par

#

l'internationalisation à partir du XVI^e siècle à la seconde guerre mondiale. Cette phase constitue la période d'expansion des capitalismes nationaux. Elle est marquée par les échanges, les crédits, les investissements internationaux.

Après cette étape vient celle de la multinationalisation. Elle a commencé après la seconde guerre mondiale et se caractérise par le développement de la multinationalisation des produits et des banques. Elle est dominée par l'activité des grandes firmes, des organismes financiers, des entreprises. Ces deux premières périodes marquent l'interdépendance des entreprises de plusieurs nations, soit par les échanges, soit par la concurrence, soit par les associations.

La globalisation constitue la troisième dimension de la mondialisation. Elle est principalement monétaire et financière. Elle a connu son essor lorsque la sphère financière s'est détournée du système monétaire international fondé sur des changes fixes, pour adopter les nouvelles mesures de déréglementations, la multiplication des opérations de change et des activités financières et boursières, mais aussi et surtout avec l'intensification des nouvelles technologies de télécommunication et de traitement de données (Jacques LUZI, 1996, p. 113). Il s'agit de favoriser la performance financière par les nouvelles technologies. Ces trois phases ne s'excluent pas, elles sont complémentaires et caractérisent la mondialisation actuelle.

À y voir de près, la mondialisation n'est qu'un phénomène économique. Jean Ziegler en fait l'historique. Pour lui, la notion de mondialisation est un néologisme ancien dans la langue française. Jusqu'en 1992, elle était perceptible dans les expressions comme "multinationales", "transnationales", "mondialisation des marchés". Mais c'est au lendemain de la guerre du Golf, en 1991, où on annonce à Washington la naissance d'un "nouvel ordre mondial", que la notion de mondialisation commence à s'employer sans complément de nom. Désormais, elle désigne l'organisation des affaires internationales. Tout comme Beaud, Ziegler assimile la mondialisation à une réalité purement économique, une idéologie des puissances capitalistes, qui plutôt que d'unifier le monde l'a disloqué. « La mondialisation n'a pas

#

mondialisé le monde, elle l'a fractionné » (Jean ZIEGLER, 2002, p. 77), nous dit-il. Elle accentue les inégalités entre les peuples et consacre la marchandisation de la nature.

Aujourd'hui, plusieurs pays mettent en place des stratégies pour limiter la migration des pays pauvres vers les pays riches. De plus en plus les frontières se renforcent, des barrières se dressent. À l'intérieur des frontières, la situation des migrants n'est pas du tout reluisante. Ils sont victimes de racket, de vols et même de prostitution forcée, de surtravail, intégration dans des réseaux délinquants et criminel. D'un autre côté, les trafics de femmes et d'enfants remettent en cause la question du respect des droits de l'homme. « Les estimations les plus fréquentes (ONU) parlent de quatre millions de femmes et de jeunes filles achetées ou échangées dans le monde chaque année » (Stéphane de TAPIA, 2003, p. 26). Tout cela montre que la mondialisation est porteuse d'énormes contradictions qui se manifestent également dans ses rapports à l'environnement naturel.

2. Mondialisation ou omnimarchandisation de la nature

La mondialisation entraîne la marchandisation de la nature. En quête de profit toujours croissant, elle réduit tout à la marchandise. Jacques Luzi fait la remarque suivante :

Au XIX^e siècle, les capitalismes industriels, en transformant la terre, le travail et la monnaie en marchandise, ont condamné le monde à l'omnimarchandisation. Au XXI^e siècle, le capitalisme généralisé et mondialisé consacrera cette omnimarchandisation en globalisant les marchés de la terre, du travail et de la monnaie. (1996, p. 11)

L'économie capitaliste ne connaît que le langage de la rentabilité, de la marchandise et de l'argent. Renfermée dans la logique du gain et du profit, elle soumet tout à la rationalité calculatrice. Devenue une réalité mondiale, elle étend les lois du marché à tous les domaines de la vie, soumettant ainsi la terre et le vivant à la logique concurrentielle d'un marché autorégulateur.

#

Placée sous le signe du libéralisme, la mondialisation entraîne la diversification des concurrences, la revendication de nouvelles mesures de déréglementation, la suppression des limites imposées par la réglementation dans chaque pays. Ce qui affaiblit les mesures de protection des écosystèmes. En conséquence, l'eau, l'air et la terre sont devenus des valeurs vénales. Les caractères de cette généralisation de la marchandise sont omniprésents et si connus que l'énumération semble superflue. On assiste de nos jours à la marchandisation de l'homme, qui se traduit par le commerce du sang et des organes. Il existe également la marchandisation des fonctions sociales et des activités humaines supérieures à travers les domaines de l'éducation, les loisirs et l'information, les recherches scientifiques, les œuvres intellectuelles et artistiques.

En plus, les activités de protection de l'environnement sont devenues des activités lucratives. On parle aujourd'hui des marchés du carbone, pour dire que la résolution des crises écologiques passe par le marché. C'est à bon droit que Beaud fait remarquer que « dans le mouvement de généralisation des marchés et d'extension du capitalisme à tous les domaines, la dégradation de l'environnement (...) est devenue une occasion d'affaire » (Michel BEAUD, 1999, p. 160). En effet, la réparation des catastrophes écologiques constitue maintenant un marché rentable pour des firmes. Du traitement de l'eau au recyclage et à la valorisation des déchets en passant par la dépollution des sols et celui des anciens sites industriels, plus rien n'échappe aux appétits marchands. Dans la mesure où la réparation des dégradations de l'environnement est devenue une activité rémunératrice, il va sans dire que désormais, les intérêts des firmes polluantes et ceux des firmes dépolluantes coïncident, ce qui ne peut laisser assez de chance à la protection de l'environnement.

Enfin, l'économie mondialisée crée de nouveaux besoins qui ne cessent de s'intensifier et de se diversifier. Ces besoins nous conduisent vers une nouvelle forme de dépendance : « La dépendance de nouveaux matériels, de nouveaux logiciels, de nouveaux besoins d'information, de nouvelles attentes, de nouveaux espoirs, qui nous enserrent dans des rets innombrables : nouvelles

#

dépendances, nouvelles aliénations » (Michel BEAUD, 1999, p. 175). L'économie capitaliste mondialisée crée de nouveaux besoins dont la satisfaction augmente la demande de nouveaux biens, de nouvelles richesses. Ce qui conduit à l'exploitation de toutes les ressources et les propriétés de la nature, à l'appropriation privée des biens environnementaux et des écosystèmes, mais aussi à la production de nouvelles technologies sur le marché. En d'autres termes, les nouvelles dépendances créent de nouveaux risques, de nouveaux dangers et de nouveaux dommages pour l'environnement.

Comme on le constate, la mondialisation, avec sa logique marchande et concurrentielle, menace de faire voler la nature physique en éclats. Tout cela constitue un véritable danger pour le monde et suscite des inquiétudes. Jacques Luzi prévient : « Né du compromis et de la compromission, le capitalisme mondialisé ne peut être réformé. Si nul ne le détruit, il le fera lui-même en détruisant le monde » (1996, p. 12).

Devons-nous assister passivement à la destruction de notre monde avec toutes les richesses qui le composent ? Ce serait faire preuve d'imprévoyance et d'irresponsabilité. Dans la mesure où la destruction de la nature se profile à l'horizon, s'armer pour l'éviter est un devoir éthique et moral. Comme le pense Hans Jonas, nous devons aujourd'hui protéger la nature contre nous-mêmes, car nous sommes devenus un danger pour celle-ci. Nous devons la protéger parce qu'elle a en elle une valeur propre qu'il importe de préserver. Dans cette logique, il écrit en substance la chose suivante : « Dans une optique véritablement humaine la nature conserve sa dignité propre qui s'oppose à l'arbitraire de notre pouvoir » (Hans JONAS, 1993, p. 188).

Pour le philosophe allemand, la nature renferme des valeurs qui ne relèvent pas de la subjectivité humaine. Il existe des valeurs objectives qui sont attachées à la nature et qui ne sauraient faire l'objet d'une évaluation économique et monétaire. C'est d'ailleurs pourquoi l'économie capitaliste, qui ramène toute valeur à la valeur économique et marchande, échoue à préserver la nature. Renfermant tout dans la logique du marché, du profit et de

#

l'accumulation, elle détruit la terre et les sociétés qui la composent. Comment sortir de ce total désarroi ? Pour venir à bout de la situation actuelle, il faut renoncer à la logique du profit qui caractérise le capitalisme mondialisé. Il faut militer pour une économie de besoins. L'importance de cette économie de besoins dans un contexte de crise écologique trouve tout son sens dans la philosophie de Hans Jonas qui écrit à ce sujet ce qui suit : « en soi le critère de besoins offre une meilleure présupposition de rationalité (...) que le critère du profit » (1993, p. 199). Pour Jonas, la logique du profit est facteur de gaspillage des ressources naturelles, elle est incapable de préserver la nature. C'est pourquoi, le philosophe allemand milite pour une économie de besoin au détriment de l'économie de profit.

3. Pour une écocitoyenneté : sortir de la logique du profit

La mondialisation en cours a déjà fait trop de mal à la terre et à l'humanité. Pour Ziegler, « la réalité du monde mondialisé consiste en une succession d'îlots de prospérité et de richesse, flottant dans un océan de peuple à l'agonie » (Jean ZIEGLER, 2002, p. 38). C'est dire que la réalité de notre monde devenu "un village planétaire", la réalité de notre société d'opulence ne correspond pas à un véritable développement économique mondial, mais plutôt, le développement des centres d'affaires où les grandes firmes et les banques, les assurances et les marchés financiers, les services marketing et de commerce foisonnent. Pendant ce temps, autour des centres économiques, un nombre sans cesse croissant de la population demeure dans la misère ; sur la surface du globe les déserts avancent, le niveau des océans augmente, le changement climatique devient une réalité affectant un nombre infini d'individus.

La mondialisation, ou mieux, « le capital financier globalisé » (Jean ZIEGLER, 2002, p. 28) génère d'énormes angoisses. Plutôt que de favoriser la fraternité, la complémentarité entre les hommes, la liberté et la justice sociale, elle accentue les disparités entre les individus, les classes sociales, les pays et les continents. La consolidation des liens universels entre les hommes, le bien public sont devenus des notions creuses. Le renforcement de la solidarité, la

#

pacification du monde demeurent des illusions. Au contraire, on assiste à une concurrence outrancière entre les êtres humains, débouchant sur l'épuisement sans cesse croissant des ressources naturelles. L'air est pollué, l'eau se raréfie, les forêts sont dévastées, les sols sont érodés, le nombre des réfugiés écologiques ne cesse de s'amplifier, l'avenir de l'humanité est hypothéqué.

Tout cela doit inciter à une conception nouvelle de notre monde et de sa structure économique. Il ne s'agit pas forcément d'inventer de nouveaux modes de vie ou de conduite. Il peut s'agir de redécouvrir, de réinventer des anciennes manières de vivre susceptibles de préserver l'environnement. C'est dans ce sens que nous trouvons l'intérêt de l'économie de besoins. Mais que renferme la notion de besoin et qu'est-ce qui caractérise cette économie de besoins ?

Dans *L'homme unidimensionnel*, Herbert Marcuse écrit: « Au niveau atteint par la civilisation, les seuls besoins qui doivent être satisfaits absolument sont les besoins vitaux, la nourriture, le logement, l'habillement. Satisfaire ces besoins est la première condition pour réaliser tous les besoins, qu'ils soient sublimés ou non » (Herbert MARCUSE, 1968, p. 31). Si Marcuse soulève la problématique des besoins, c'est justement parce qu'il est témoin des travers d'une société globalisante et totalitaire qui impose aux individus de "faux besoins". La société industrielle avancée que le philosophe germano-américain dépeint dans son livre assimile les hommes aux objets, au point où les gens se reconnaissent dans leurs marchandises, ils trouvent leur âme dans leur automobile, leur chaîne de télévision de haute-fidélité, leur maison, leur équipement de cuisine.

La société industrielle avancée, bien assimilable à notre société globalisée, crée sans cesse des besoins qui maintiennent l'individu dans la minorité de l'existence, de ténèbres, de l'emprise des forces aliénantes et dominantes. Par les innombrables besoins qu'elle suscite et impose aux hommes, la société globalisée entraîne la corruption de nos âmes, la perte de la dignité humaine, la violence à l'égard de l'homme et de la nature, les inégalités sociales, sources de misère les plus insupportables. C'est pourquoi Marcuse pense qu'il faut

#

recourir à la satisfaction des vrais besoins, des besoins vitaux afin de libérer l'homme. Mais les besoins vitaux ne sauraient se réduire à la simple satisfaction matérielle. Voilà pourquoi, il y inclut les besoins intellectuels. Pour lui, les vrais besoins sont les besoins historiques, les besoins qui ne sont pas déterminés par les forces extérieures, ni imposés par la publicité.

Tout comme Marcuse, Hugues Puel accorde un intérêt particulier à la question des besoins. Pour l'économiste français, le concept de besoin paraît essentiel parce qu'il se rattache à la nature de l'homme. Toutefois, étant donné une pluralité de besoins, comment distinguer les vrais besoins de ceux qui ne le sont pas ? Pour répondre à cette question, l'économiste français va envisager une typologie des besoins qui consiste en une classification entre besoins primaires, secondaires et tertiaires.

Les besoins primaires sont appelés les besoins essentiels. Leur absence entraîne la mort ou l'atrophie de l'individu. Il s'agit de la nourriture, les vêtements, l'habitat, mais aussi le réconfort moral, la possibilité de faire des enfants et de les éduquer, la paix et la confiance entre les hommes. Pour Puel, la satisfaction des besoins primaires est facteur d'harmonie sociale. Les besoins secondaires sont ceux dont on peut se passer. Ils facilitent cependant la vie parce qu'ils sont utiles. Les biens qui concourent à la satisfaction de ces besoins sont ceux qui permettent à une société de devenir prospère. Enfin quant aux besoins tertiaires, ils renferment les biens qui ne sont pas essentiels, mais qui sont utiles et agréables. Ils procurent à l'homme certains charmes de la vie. Il s'agit par exemple des œuvres d'art, de la beauté d'un cadre de vie. En un mot, les besoins tertiaires renferment les biens dont la création donne lieu à une société civilisée.

Puel pense que derrière cette typologie des besoins, se profile une conception de l'homme comme un être ouvert au progrès, à l'accomplissement, au dépassement. Il ajoute que dans la production des biens ce qui doit être premier, c'est la production des biens primaires. La production des biens secondaires et tertiaires doit être limitée quand celle des biens primaires n'est

#

pas suffisante pour tous. Car, pense-t-il, c'est en cela qu'il peut avoir une économie humaine, une croissance économique qui va de pair avec le développement de tous les hommes (Hugues PUEL, 1989, pp. 83-93).

Au regard de ce qui précède, on peut définir l'économie de besoins comme une économie qui vise « le développement de tout l'homme et de tous les hommes » (François PERROUX, 1981, p. 32). L'économie de besoins ne cherche pas la satisfaction des besoins solvables, laissant les innombrables besoins non solvables. Elle ne se met pas du côté de ceux qui disposent d'un pouvoir d'achat. Cette économie que Serge Latouche appelle "l'économie de l'autre Afrique", cette économie appelée encore l'économie populaire ou l'économie sociale est faite de dons, d'entraides, de mutuelles et de coopératives. Elle s'enracine dans le champ des relations sociales. Elle ne se nourrit pas de profit et d'accumulation de la richesse. Elle ne crée pas de disparités entre les hommes. Elle ne vit pas de surtravail et de bas salaires. Elle se déploie dans l'intérêt de tous.

Il s'agit de cette économie dans laquelle l'exploitation de la nature ne se mue pas en une surexploitation ; mais où les hommes se montrent économes en gérant parcimonieusement les ressources de la terre. Cette économie peut favoriser la protection de l'environnement dans la mesure où elle est avant tout endogène. Faite de coopératives, de mutuelles, des associations, celles-ci peuvent définir des règles communautaires susceptibles de préserver l'environnement.

Aussi, récusant la logique du profit maximum et ayant pour souci la satisfaction des besoins humains, qui renferment les besoins écologiques, l'économie sociale peut encourager les comportements respectueux de l'environnement, mais aussi développer les activités moins consommatrices des ressources naturelles non renouvelables. Déjà, l'économie sociale a commencé une transformation écologique de l'économie :

Mentionnons par exemple qu'un certain nombre de coopératives ont fait naître des filières d'activités économiques d'avant-garde dans des secteurs comme la bioénergie, l'éolien, l'agroalimentaire biologique, le solaire... ; que des syndicats

#

travaillent des projets de conversion écologique de leur entreprise ; que des communautés locales au Sud ont passé au solaire pour s'alimenter en électricité. (Louis FAVREAU, 2003, p. 68)

Cette idée montre qu'à travers les mouvements sociaux, la protection de l'environnement peut devenir une réalité. Cela répond d'ailleurs à une idée très chère à Hans Jonas, à savoir confier la protection de l'environnement aux pouvoirs publics. Dans *Pour une éthique du futur*, Jonas écrit: « le savoir, le vouloir et la puissance sont collectifs, leur contrôle doit l'être également : seuls les pouvoirs publics peuvent l'exercer » (Hans JONAS, 1998, p. 105). Pour le philosophe allemand, les dangers qui pèsent sur l'environnement ne relèvent pas uniquement des comportements individuels, mais plutôt collectifs. Dans ces conditions, leur gestion relève plus de la collectivité. On peut donc penser dans cette même veine d'idée qu'un système ou un mode de vie individualiste ne saurait aujourd'hui favoriser la protection de l'environnement. À l'opposé, les collectivités, les mutuelles, les coopératives peuvent servir de modèle.

Eu égard à ce qui précède, on peut considérer l'économie populaire comme un paradigme écologique. Elle pose la protection de l'environnement comme son premier souci. Cela peut s'illustrer à travers des exemples multiples comme celui de la fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF). Celle-ci a développé de nouvelles activités, dont la production de la biomasse. La biomasse est une source d'énergie ne contenant pas de carbone, pouvant remplacer les énergies fossiles et dont l'utilisation réduit les émissions de gaz à effet de serre. L'invention de cette source d'énergie a favorisé la création de nombreux emplois ainsi que l'indépendance énergétique des communautés locales et la lutte contre la déforestation au Québec.

Les mutuelles de solidarité sénégalaises, dans la région de Thiès, ont développé l'électricité photovoltaïque dont bénéficie une multitude de paysans. Il s'agit là, pour Louis Favreau, d'une innovation majeure réalisée dans cette région du monde. Car, au Sénégal, seulement 16 pour cent de la population rurale ont accès à l'électricité. Dans ces conditions, le solaire apparaît comme une alternative aux énergies fossiles pour de nombreux pays du monde. Si on

#

y ajoute la production de l'énergie éolienne en Belgique, la construction au Brésil de logements sociaux, « Ma maison, ma vie », équipés de chauffe-eau solaire pour répondre au besoin d'énergie des pauvres, le programme de modernisation des bâtiments en Allemagne pour faire face à la crise économique dans le secteur des bâtiments, on ne peut constater que la liste des efforts fournis par l'économie sociale pour la sauvegarde de l'environnement est longue.

Comme nous le constatons, l'économie populaire crée des activités non polluantes, mais aussi génératrices d'emplois verts. C'est pourquoi, elle paraît efficiente en matière de protection de l'environnement. Face aux dynamismes d'une économie capitaliste qui génère misère et angoisse, nous avons beaucoup à apprendre des leçons de cette économie. En tant qu'économie de besoins, elle est susceptible de répondre à nos besoins de préservation de l'environnement.

Conclusion

Au terme de cette analyse, il ressort que la mondialisation, plutôt que de favoriser un monde vraiment fraternel, a plongé les relations humaines dans les « eaux glacées du calcul égoïste » (Karl MARX, 1962, p. 22). Elle accentue les disparités entre les hommes et génère la misère et l'angoisse. Réduisant tout à la rationalité calculatrice et au rapport d'argent, elle a consacré le monde à l'omnimarchandisation. Tout cela montre que la sauvegarde de l'environnement se révèle comme un mythe dans notre société entièrement globalisée. Dans un monde fractionné et disloqué, la protection de l'environnement est mise à rude épreuve puisque les forces qui pèsent aujourd'hui sur la nature sont non seulement multiples et multiformes, mais aussi individuelles et collectives. C'est surtout une responsabilité aussi bien individuelle que collective qui peut servir de parade à la crise écologique actuelle. Or, le capitalisme mondialisé est renfermé dans l'accumulation individuelle pour le profit et le profit individuel pour l'accumulation. Il se révèle impuissant pour venir à bout de la situation de crise qui est la nôtre aujourd'hui.

#

Dès lors, la nécessité d'une alternative s'impose. Il nous faut aujourd'hui une économie de "tous les hommes", c'est-à-dire une économie qui n'établit pas une ligne de démarcation entre les nantis et les démunis ; mais où tout le monde peut avoir sa place. Cette économie doit être aussi une économie de "tout l'homme", c'est-à-dire une économie qui répond aux besoins solvables, mais aussi à ceux qui ne sont pas solvables. Elle cherche à satisfaire tous les besoins de l'homme en vue de son épanouissement. Il s'agit de cette économie qui sait que, l'homme, en dehors de ses intérêts économiques, est un être social. Il entretient des rapports qui sont imprégnés de sentiments et de valeurs non quantifiables en termes économiques, à savoir les sentiments d'amitié et de solidarité, mais aussi des valeurs éthiques et morales.

Fort de ce constat, il importe aujourd'hui de développer une économie qui se situe dans le champ du social. Une économie faite d'entraide, de don, de mutuelles, d'associations. Cette économie peut favoriser un monde encore plus fraternel, mais aussi en phase avec l'écologie, dans la mesure où elle se soucie du besoin économique, social et écologique des hommes. Cette économie de besoins peut servir de paradigme écologique en ces temps de globalisation économique et de dégradation écologique. Toutefois, nous devons constamment veiller à l'enracinement éthique de cette économie.

Références bibliographiques

Carol MCAUSLAND, «Mondialisation : Effets directs et indirects sur l'environnement », in OCDE, Mondialisation, transport et environnement, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/97892640729306fr,2011>, consulté le 04 novembre 2015, à 22h 36, pp.35-61.

François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Aubier/ Les Presses de l'Unesco, 1981, 279p.

Hans JONAS, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, traduit de l'allemand par Jean Greisch, Paris, Cerf, 1993, 338p.

Hans JONAS, *pour une éthique du futur*, traduit de l'allemand par Sabine Cornille et Philippe Ivernel, Paris, Payot & Rivages, 1998, 120p.

#

Perspectives Philosophiques n°014, Quatrième trimestre 2017

Herbert MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, traduit de l'anglais par Monique Wittig et l'auteur, Paris, Les Éditions de Minuit, 1968, 288p.

Hugues PUEL, *L'économie au défi de l'éthique*, Paris, Cujas/Cerf, 1989, 154 p.

Jacques LUZI, « Mondialisation de la misère », in *AGON*, n°16, 1996, pp.9-12.

Jean ZIEGLER, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002, 367 p.

Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Le manifeste du parti communiste*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1962, 190 p.

Louis FAVREAU, « L'urgence écologique, le principal défi de l'économie sociale et solidaire », in Thierry JEANTET (dir.), *L'économie sociale et solidaire, une réponse aux enjeux internationaux*, disponible sur http://www.economiasolidaria.org/files/Libro_FIDESS_EMB_2012.pdf

pp.65-79, consulté le 14 juin 2015 à 17h 35.

Louis FAVREAU, « L'économie sociale et solidaire : pôle éthique de la mondialisation ? », (*Économie Éthique* n°4, SHS-2003/WS/33), disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/ulis/index.html>, consulté le 20 septembre 2014, 90 p.

Michel BEAUD, *Le basculement du monde. De la terre, des hommes et du capitalisme*, version numérique, disponible sur http://classiques.ugac.ca/contemporains/beaud_michel/balcullement_du_monde/beaud_bascullement_monde_1.pdf, consulté le 20 septembre 2014, 246 p.

Michel BEAUD, « Capitalisme, logiques sociales et dynamiques transformatrices », in Bernard CHAVANCE et al, *Capitalisme et socialisme en perspective. Évolution et transformation des systèmes économiques*, Paris, La Découverte, 1999, pp. 249-274.

René PASSET, *L'émergence contemporaine de l'interrogation éthique en économie*, 2003, (*Économie Éthique* n°2, SHS-2003/WS/22) disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/ulis/index.html> consulté le 20 septembre 2014, 42 p.

#